

Arrêté n° 2A-2025-12-09-00002 du 09/12/2025
portant approbation du tracé de la servitude de passage des piétons transversale
(SPPT) au rivage de la plage de « Ancone 1 », Lieu-dit « Orcino »
sur le territoire de la commune de CALCATOGGIO

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la loi n°86-2 du 3 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur, dite loi « Littoral » ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.121-34 à L.121-37 et R.121-19 à R.121-32 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.134-1 à L.134-35 et R.134-3 à R.134-32 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Eric JALON en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 novembre 2024 portant nomination de M. Anthony BARRACO en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Sartène ;
- Vu** le décret n°2021-1140 du 1^{er} septembre 2021 relatif à la direction de la mer et du littoral de Corse ;
- Vu** l'arrêté de la ministre de la transition écologique et de la ministre de la mer en date du septembre 2021, nommant M. Riyad DJAFAR directeur de la mer et du littoral de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2A-2025-12-01-00007 du 01 décembre 2025 portant désignation de M. Anthony BARRACO, sous-préfet de Sartène en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud par intérim à compter du 01 décembre 2025 et jusqu'à la prise de fonction d'un nouveau secrétaire général ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2A-2025-03-18-00001 portant ouverture d'une enquête publique du 07 avril 2025 au 22 avril 2025 préalable à l'instauration de servitudes de passage des piétons transversales au rivage, sur le territoire de la commune de Calcatoggio ;

Article 2 : Conformément à l'article R.121-26 du code de l'urbanisme, la servitude entraîne pour les propriétaires des terrains et leurs ayants droit :

- a) l'obligation de laisser aux piétons le droit de passage ;
- b) l'obligation de n'apporter à l'état des lieux, aucune modification de nature à faire, même provisoirement, obstacle au libre passage des piétons, sauf autorisation préalable accordée par le préfet, pour une durée de 6 mois maximum ;
- c) l'obligation de laisser l'administration compétente établir la signalisation prévue à l'article R. 121-25 du code de l'urbanisme, et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons, sous réserve d'un préavis de quinze jours en cas d'urgence.

Article 3 : Le maire annexe au Plan Local d'Urbanisme (PLU) la servitude instituée par le présent arrêté conformément aux dispositions des articles L. 151-43 et L.152-7 du code de l'urbanisme.

Article 4 : La responsabilité civile des propriétaires des terrains, voies et chemins grevés par les servitudes définies aux articles L. 121-31 et L. 121-34 du code de l'urbanisme ne saurait être engagée au titre de dommages causés ou subis par les bénéficiaires de ces servitudes.

Article 5 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie de Calcatoggio pendant un mois et par voie de presse dans deux journaux du département. Cet acte sera également publié pour l'information des usagers au bureau des hypothèques.

Article 6 : Le sous-préfet de Sartène, le directeur de la mer et du littoral de Corse et le maire de Calcatoggio sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud.

Fait à Ajaccio, le **09/12/2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sartène,
Secrétaire général par intérim,



Anthony BARRACO

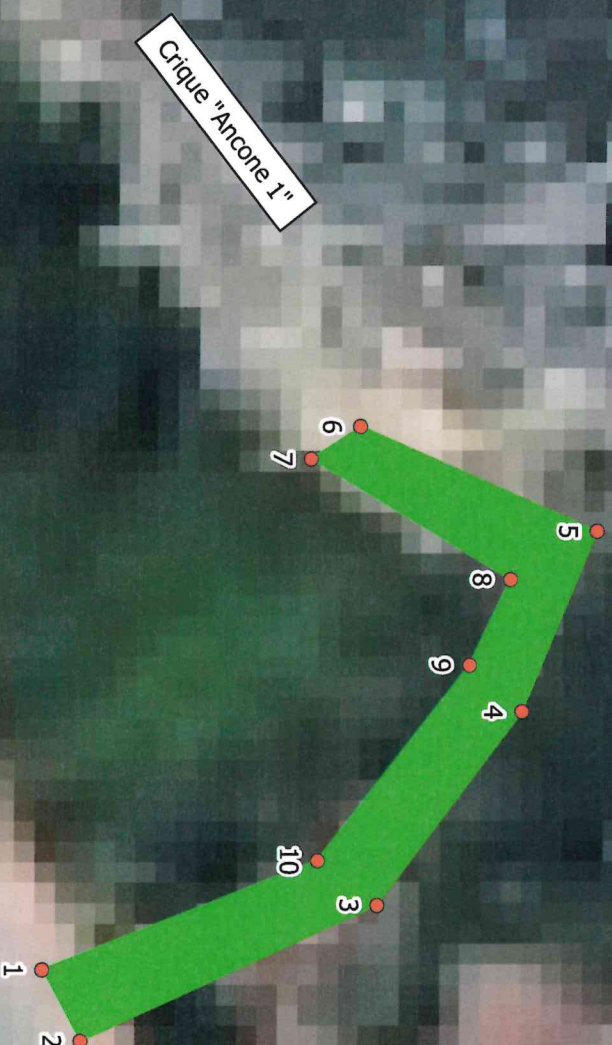
Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



**PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Annexe n°1 : Emprise de la servitude transversale
à la crrique de "Ancone 1" lieu-dit "Orcino", commune de Calcatoggio
sur les parcelles D 2895 et D 2896**



Légende :

- Emprise de la servitude transversale
- Relevés GPS

0 5 10 m



Source : Bd Ortho 2019 - Relevé GPS DMP2A

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Sartène**

Anthony BARRACO

Annexe n°2 : coordonnées géodésiques en LAMBERT 93 de la servitude permettant de rejoindre la crique « Ancone 1 » lieu-dit « Orcino », sur le territoire de la commune de Calcatoggio.

| Points | X (Lambert 93) | Y (Lambert 93) |
|--------|----------------|----------------|
| 1 | 1175807.123 | 6121748.198 |
| 2 | 1175808.864 | 6121749.152 |
| 3 | 1175805.562 | 6121756.447 |
| 4 | 1175800.852 | 6121760.002 |
| 5 | 1175796.466 | 6121761.819 |
| 6 | 1175793.900 | 6121755.972 |
| 7 | 1175794.685 | 6121754.763 |
| 8 | 1175797.631 | 6121759.703 |
| 9 | 1175799.714 | 6121758.704 |
| 10 | 1175804.470 | 6121754.970 |